

Dossier CRAS - novembre 2021

A propos de Montes (Solé Sugranyes Ignacio) membre du MIL et de la mouvance autonome libertaire, décédé le 18 août 2021

Concernant Montes et son activité de *petit escroc**

Suite au communiqué du Secrétariat de la Confédération Générale du Travail de Catalogne rendant un vibrant hommage à Montes, on peut lire dans ce dossier extrait des livres ci-dessous des témoignages sur quelques méfaits de Montes quand le MIL était actif et plus tard au sein des groupes autonomes :

- De la page 209 à la page 211 *Sur l'exclusion de Montes du MIL* les témoignages de membres du MIL : Sancho (Solé Sugranyes Jordi), Aurore (Nicole Entremont), Queso (Pons Llobet Jose Luis), El Petit (Santi Soler Amigó) et Sebas (Rouillan Jean-Marc). Et page 311 dans le chapitre *Que sont devenus ceux du MIL...* le cas Montes et la note⁷³ dans laquelle les auteurs donnent la raison pour laquelle ils n'ont pas souhaité contacter Montes pour obtenir son témoignage sur l'histoire du MIL. Pages extraites de l'ouvrage *Mouvement Ibérique de Libération - Mémoires de rebelles* par Jean Claude Duhourcq et Antoine Madrigal, publié en 2007 par les éditions du CRAS.

- De la page 246 à la page 251 le témoignage de Floréal Cuadrado membre des groupes autonomes durant les années 1970 et 1980.

Pages extraites de l'ouvrage *Comme un chat - Souvenirs turbulents d'un anarchiste - Faussaire à ses heures - vers la fin du vingtième siècle* par Floréal Cuadrado publié en 2015 par les éditions du Sandre.

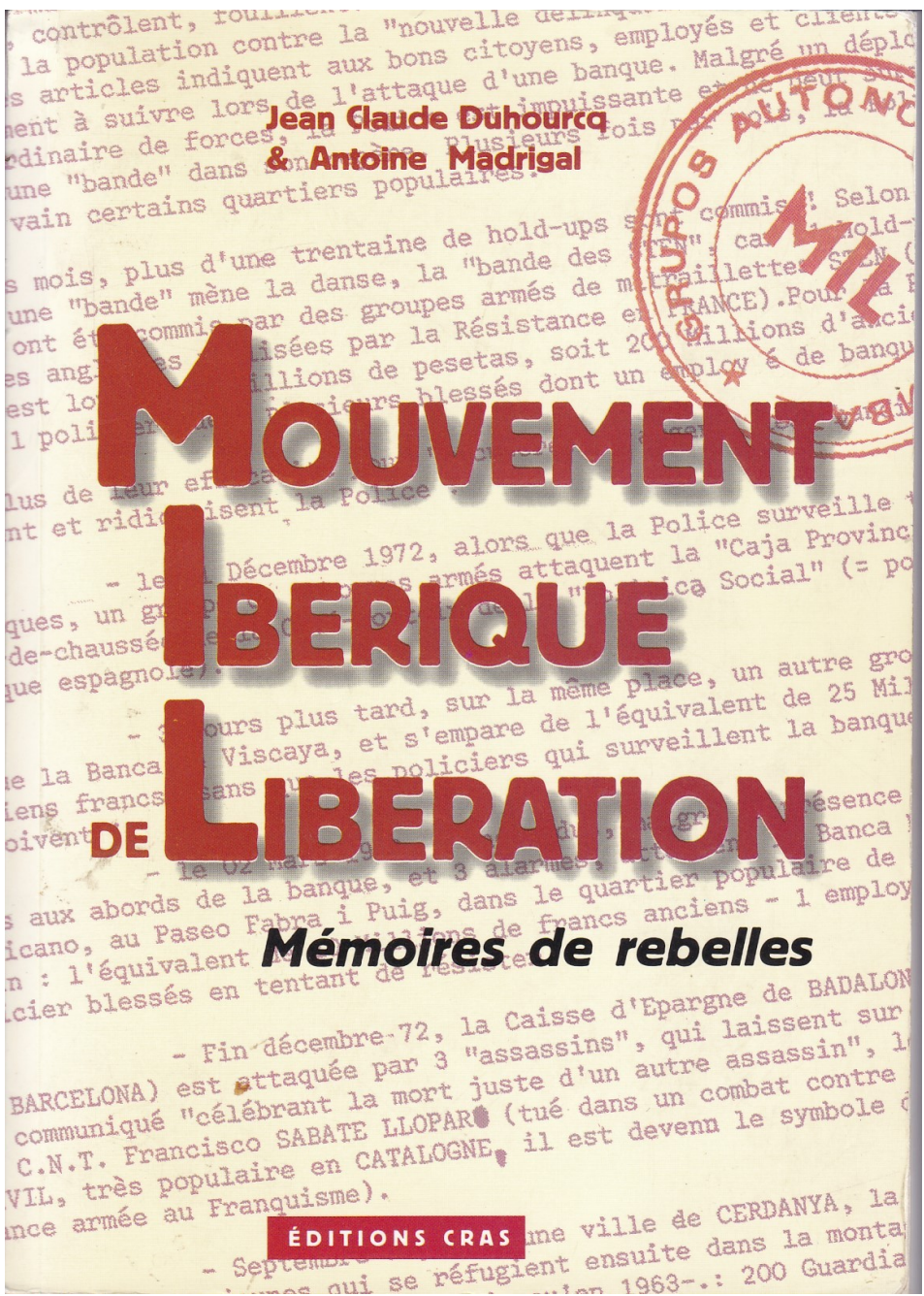
Sommaire :

Page 2 à 6 - Les extraits du livre *Mouvement Ibérique de Libération - Mémoires de rebelles*

Page 7 à 13 - Les extraits de *Comme un chat - Souvenirs turbulents d'un anarchiste - Faussaire à ses heures - vers la fin du vingtième siècle*

Page 14 - *Parole pour Ignasi*, communiqué du Secrétariat de la Confédération Générale du Travail de Catalogne, Barcelone, le 19. 08.2021.

***escroc**, nom masculin - Personne malhonnête, adepte de la tromperie et du vol par le biais de manœuvres fourbes.



Jean Claude Duhourcq
& Antoine Madrigal

MOUVEMENT IBERIQUE DE LIBERATION

Mémoires de rebelles

ÉDITIONS CRAS

contrôlent, fournissent la population contre la "nouvelle delinquance". Les articles indiquent aux bons citoyens, employés et clients à suivre lors de l'attaque d'une banque. Malgré un déploiement ordinaire de forces, la police est impuissante et se heurte à une "bande" dans son quartier. Plusieurs fois par jour, dans certains quartiers populaires.

En trois mois, plus d'une trentaine de hold-ups ont été commis! Selon une "bande" mène la danse, la "bande des hold-ups" causant de nombreux hold-ups ont été commis par des groupes armés de malfaiteurs (S. L. M. (FRANCE)). Pour la France anglaise, les millions de pesetas, soit 200 millions d'anciens est l'objet de plusieurs hold-ups dont un employé de banque a été blessé.

Plus de leur efficacité, la Police est rendue ridicule et ridiculisent la Police.

- le 12 Décembre 1972, alors que la Police surveille les banques, un groupe de malfaiteurs armés attaquent la "Caja Provincial de chaussés" de Barcelone, "Caja Social" (= police espagnole).

- Quelques jours plus tard, sur la même place, un autre groupe de la Banca de Viscaya, et s'empare de l'équivalent de 25 Millions francs sans que les policiers qui surveillent la banque puissent intervenir.

- le 02 mars 1973, à la Banca de Barcelone, présence aux abords de la banque, et 3 alarmes, attaque de la Banca de Llobranes, au Paseo Fabra i Puig, dans le quartier populaire de Barcelone: l'équivalent de 25 millions de francs anciens - 1 employé blessé en tentant de résister.

- Fin décembre-72, la Caisse d'Epargne de BADALONA (BARCELONA) est attaquée par 3 "assassins", qui laissent sur le communiqué "célébrant la mort juste d'un autre assassin", le C.N.T. Francisco SABATE LLOPAR (tué dans un combat contre VIL, très populaire en CATALOGNE, il est devenu le symbole de la force armée au Franquisme).

- Septembre 1963, une ville de CERDANYA, la ville qui se réfugient ensuite dans la montagne. 1963-..: 200 Guardia

Sur l'exclusion de Montes

Courant mars et début avril, une partie du MIL/GAC rompt ses relations avec Montes et sa compagne Beth. Ce n'est pas un désaccord d'ordre politique mais parce que le personnage a, entre autres, un comportement douteux vis-à-vis de l'argent. Montes ne s'éloigne pas trop du groupe. À Barcelone, il conserve des contacts avec Puig et le groupe de Felip. Il est présent avant et lors des arrestations de septembre 1973 et au sein du comité de solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL.

Sancho : Montes revenait chaque fois qu'Oriol était arrêté : « Vous connaissez personne, moi j'ai des contacts ». Je ne sais pas comment on a pu le supporter. On a appris peu à peu que Montes utilisait l'argent pour lui. Comme il avait des contacts avec les catalanistes, il leur vendait du matériel d'imprimerie. On le passait à travers la frontière et lui le vendait.

Aurore : Il a su claquer allègrement l'argent confié, avec Beth, dans une tournée européenne vers février-mars 1973, en passant par la Suisse, la Belgique (et sans doute la Hollande). Ils revinrent sans le matériel (ou peut-être une bricole). C'est à leur retour qu'ils furent expulsés du MIL. Beth n'a pas été vraiment expulsée du MIL (autant que je m'en souviens). Elle pleurait aux termes de la dure discussion qui eut lieu dans l'appart, rue Lancefoc. Elle a en somme suivi Montes. Il lui a été proposé de rester, mais elle est partie avec lui. Montes était bon phraseur, certes, plus réfléchi. Je pense qu'il savait relativement évaluer les choses. Il a été mis en retrait en mars 1973. Il avait pris de l'argent pour aller acheter des armes, prendre des contacts. Il a vécu dans les hôtels, les restos. À part ça, à l'époque j'aimais bien Montes aussi.

Queso/Sancho : Montes fut exclu, non pour avoir vendu des machines volées par nous, mais parce qu'on ne supportait plus ses *magouilles*. Il faisait toujours des embrouilles et fournissait des informations inexactes, présentées en fonction d'objectifs qui, en fait, ne correspondaient pas à ce qu'il nous avait expliqué. Si on ne l'a pas expulsé avant, c'est uniquement du fait de notre propre faiblesse infra-structurelle. □ Entretien avec Sergi Rosés.

El Petit : Je crois tout sur Montes.

Sebas : Par rapport à Montes, difficile de faire comprendre quel fut son rôle et si je l'ai moi-même bien compris. À mon sens, il n'était ni de l'EE, ni l'ET, mais de tout à la fois. Un *enlace* (un lien), un contact.

Il servait souvent d'intermédiaire entre nous et de contact avec d'autres groupes barcelonais étudiants ou ouvriers. Par exemple, quand nous avons fourni une machine d'imprimerie à Bandera Roja, la livraison s'est faite sous les auspices de Montes et de son autre frère, Raimon, plus jeune, alors membre d'une autre orga gauchiste.

À partir de l'automne 1972, son rôle se réduisit considérablement. Il se trouva marginalisé de la dynamique principale du fait même qu'il ne voulait pas participer directement aux actions armées. Mais il fonctionna avec nous jusqu'au début 1973. Le trop-plein des reproches que nous lui faisons explosa suite à une connerie qu'il fit. Prétextant des contacts et achats de matos en France, il partit plus d'un mois en *vacances* aux frais de la princesse. Et revint sans rien. Du coup, *la princesse* ne fut pas contente. Il fut mis au rencard. Pas trop loin puisqu'il poursuivit sa route avec le groupe Felip, le plus proche de nous. Au début du printemps 1973, il ne participa plus à aucune des réunions de décisions.

Maintenant, je pourrais mieux comprendre sa position et voir la nécessité de personnes comme lui, d'autant plus que ce rôle en faisait la cible de toutes les structures et de tous militants. Une forme de bouc émissaire, et sa personnalité ne faisait rien pour arranger les choses.

Mais nous avons effectivement maintenu le contact avec lui en 1973, via Puig. L'appartement que nous avons occupé en septembre 1973, était une structure de Montes, louée par Beth.

Sancho : Après le hold-up de Fabra y Puig, nous avons décidé, Sebas et moi, que nous ne voulions plus rien savoir de lui, tandis que le Metge faisait le va-et-vient entre lui et nous. Nous sommes partis en France pour attendre que les indécis se décident. Au bout d'un mois, Queso et le Metge rompent avec Montes et lorsqu'ils arrivent à Toulouse, ils ont la surprise de découvrir que nous avons édité la brochure *CIA 1* au contenu nettement anarchiste.

Sebas : Le départ de Montes n'impliqua absolument pas la perte du contact avec l'OLLA. Absurde. Puig assurait le contact régulièrement. Et justement durant cette période, il cultiva ces divers contacts...

LE PRINTEMPS-ÉTÉ DU MIL/GAC

Depuis la fusillade du 2 mars, aucune expropriation n'est effectuée et l'argent commence à manquer. C'est l'une des raisons qui les décide à retourner à Barcelone et de reprendre le combat armé.

Sebas : Nous organisons un passage de frontière fin avril avec deux voitures par la ferme *Torre de Gelabert*. Il y avait là Sancho, Queso, Cricri, Aurore, Puig, le Légionnaire, Dandy et moi. Nous étions parfaitement renseignés sur le système de mise en place des contrôles de la Guardia civil dans la région. Donc, nous devons souvent faire une halte pour attendre la levée d'un contrôle. Nous en profitons pour manger ou boire un coup.

Ce jour-là, nous étions trop nombreux pour aller dans un restau. Nous avons donc prévu un repas froid. Après Ribas, nous avons enquillé dans un petit chemin de terre sur une centaine de mètres. Et nous nous sommes installés, les paniers sur les capots des voitures, serviette autour du cou pour Cricri ! Au bout d'un moment, avec Sancho, nous sommes allés pisser dans le chemin plus haut. Et nous sommes tombés nez à nez avec deux gardes civils qui descendaient vers la route, le Cetme en bandoulière.

Nous sommes revenus aux voitures sans courir en annonçant simplement leur arrivée. Ceux qui avaient fini commençaient à ranger à toute vitesse. Cricri avala deux œufs durs qu'il venait de dépiauter et qu'il ne pouvait pas ne pas manger.

Après un bref dialogue avec les flics, la première voiture fila. Mais la Fiat 850 d'Aurore, conduite par Dandy refusa de démarrer et les deux *guardias* ont aidé à pousser. Et c'est ainsi que nous avons continué notre route sur Barcelone, grâce à un coup de main de la police franquiste.

À Barcelone, Aurore, Dandy et le Légionnaire s'installèrent avec nous dans l'appart. Cricri avec Sancho. Séjour sans problème.

Montes : En mai 1974, à Bellegarde, à la frontière franco-suisse, il est parmi les six personnes, membres des groupes autonomes espagnols, interpellées par la douane française. Ils sont soupçonnés de complicité avec les GARI qui viennent de revendiquer l'enlèvement du directeur de la Banque de Bilbao à Paris. Il est incarcéré pendant quelques semaines en compagnie de trois autres militants pour avoir présenté un faux passeport. À sa sortie de prison, il continue d'évoluer au sein du mouvement révolutionnaire, escroquant au passage, en 1976, un groupe libertaire de Madrid qui lui a confié la somme de 30 000 francs (environ 4 573 €) pour l'achat de divers matériels. Le groupe n'obtiendra aucune arme et ne reverra jamais l'argent ⁽⁷³⁾. Quand il apprend la mort d'Oriol en avril 1976, il est à Paris avec Beth et Aurore. En 1978, à son retour légal en Espagne, suite à ses activités avec un groupe autonome de Valence (Espagne), il est arrêté et incarcéré à Barcelone pendant un an. À partir de ce moment, il abandonne ses activités politiques et s'oriente vers le commerce d'antiquités et la restauration. Il est père de trois enfants.

Murcia : Est décédé en 1982 à l'âge de 40 ans.

Pedrales : À sa sortie de prison, il termine ses études de droit, exerce la profession d'avocat pendant plusieurs années et par la suite d'autres métiers. Il est père de plusieurs enfants. En novembre 2004, il sort un livre *Si este año no tocamos la revolución me aventuro con los caballos salvajes*, aux Éditions Denes. Le contenu, sans aucune valeur historique, est plus ou moins autobiographique.

Petit (el) : À sa libération, il coopère à un groupe pour l'abolition des prisons. À partir de 1976, il est l'un des animateurs des éditions Rosello impresión, et écrit dans diverses revues libertaires ou marxistes comme *Barcelona libertaria*, *Ajo Blanco*, *Askatasuna*, *El topo avisador*, *Bicicleta*, *Indolencia*, *El viejo topo*, *Etcetera*. Il participe à la rédaction de *Solidaridad Obrera*, l'hebdomadaire de la CNT, pendant un an, jusqu'à mai 1979. D'autre part, il est l'auteur de

73 – C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas cherché à le contacter pour lui poser des questions. Rancune tenace ? Non, tout simplement aucune envie de discuter avec quelqu'un agissant de la sorte. De plus, au sujet de l'ET, nous avons suffisamment de documents et d'informations avec le Petit qui était là du début à la fin.

COMME UN CHAT

SOUVENIRS TURBULENTS D'UN
ANARCHISTE - FAUSSAIRE À
SES HEURES - VERS LA FIN
DU VINGTIÈME SIÈCLE

par **FLORÉAL CUADRADO**



prier, décida de prendre un repos bien mérité. Nous étions sur une mauvaise pente... La simplicité avec laquelle nous retirions de grandes quantités d'argent entraîna la plupart d'entre nous sur le versant désinvolte de l'argent facile. Si l'objectif de financer la structure de faux papiers fut largement atteint, aucun autre projet ne vit le jour. D'un point de vue politique, c'était un échec total.

PETITES ARNAQUES ENTRE « AMIS »...

Parmi les nouveaux venus qui participèrent à cette deuxième opération, se trouvait un certain *Pépé el Largo*. C'était un Espagnol, ex-prisonnier de droit commun, un prisonnier social. Il me dit avoir connu Luís Andrés Edo en prison. Son comportement face à l'administration pénitentiaire fit qu'ils sympathisèrent. Dès son arrivée à Paris, il rencontra Lucio. Le courant passa entre eux et celui-ci lui fit intégrer son équipe comme accompagnateur. *Pépé el Largo* découvrit avec étonnement le moyen que nous venions de mettre au point pour soutirer, sans grand danger, beaucoup d'argent aux banques. Son discours « radical » lui permettait alors de vivre de combines diverses et de fréquenter, avec le statut d'illégaliste adepte de la « reprise individuelle », les militants des groupes autonomes anarchistes et les dissidents de la CNT. Les pratiques et les idées qui fleurissaient dans ce microcosme disparate et bariolé convergeaient vers le refus du salariat. Si certains de mes camarades de la CNT reprenaient le discours que les anciens avaient tenu dans les années 1930, ce qui se passait alors était bien différent. À l'époque, de nombreux prisonniers sociaux devinrent d'authentiques militants libertaires sous l'influence des prisonniers anarchistes. Dans les années 1970, on avait l'impression que c'était l'inverse qui se produisait. Ces *compañeros*, souvent bien moins formés idéologiquement – la paix franquiste ayant bien lavé les cerveaux –, furent séduits par les pratiques expropriatrices de ces prisonniers sociaux. À leur manière, ils refusaient l'ordre social dominant. Exclus de fait du monde du travail autant que par conviction, ils adoptaient la critique du salariat qui était en vogue. Pour arriver à survivre dans une société injuste comme l'était la société franquiste, ils alliaient courage, audace et astuce. Et certains *compañeros* décidèrent de reprendre à leur compte les méthodes employées par ces prisonniers sociaux. Ils nouèrent des liens quelquefois étroits avec eux. Mais ils oubliaient que le courage et l'audace, attitudes certes importantes dans la vie, n'ou-

vrent pas automatiquement l'accès à une conscience de classe et à la lucidité qui l'accompagne souvent.

Lors de nos premières escroqueries, j'avais utilisé des cartes d'identité aux numéros de série pré-imprimés pour établir les identités des encaisseurs. J'en possédais encore plusieurs centaines. C'était dangereux : si la police mettait la main sur un détenteur de ces documents, elle pouvait facilement faire le lien avec les escroqueries que nous réalisions. Les conséquences pouvaient être plus que fâcheuses. Je tenais donc à me débarrasser de ces encombrantes cartes d'identité, mais je ne voulais pas qu'elles finissent dans une poubelle.

J'avais fait depuis peu la connaissance des camarades du groupe autonome de Madrid. José de Miguel, que nous appelions simplement *Pépé* – mais pour une meilleure compréhension de ce chapitre, je le nommerai par son nom de famille –, était leur émissaire et venait régulièrement à Paris. Nous avions sympathisé. Il montrait un certain intérêt pour mon travail de faussaire. Je lui demandai si des cartes d'identité françaises l'intéressaient. « Et comment ! » me dit-il. Puis il ajouta : « Comme tu le sais, de nombreux camarades parlent très bien le français. » Je lui dis que j'allais lui en donner un lot, sans en préciser la quantité, accompagné du matériel qui permettait de les établir. Avec ses camarades, il aurait la charge de les répartir de façon équitable entre les différents groupes autonomes espagnols avec lesquels nous étions en relation. « Cependant, lui dis-je, ces cartes d'identité ne doivent être utilisées en France sous aucun prétexte. Les mêmes ont servi dans des escroqueries. Si quelqu'un se fait arrêter en leur possession, en plus de l'usage de faux papiers, il risque de se retrouver inculpé pour escroquerie. » Malgré cette restriction, il accepta ma proposition et me demanda si je pourrais donner un cours d'initiation à leur confection. J'accédai à sa demande. Comme je ne voulais absolument pas me charger de lui apporter les cartes d'identité, il me dit qu'un émissaire viendrait les chercher.

Quelques semaines plus tard, *Pépé* me fit savoir que l'émissaire serait un certain Ignacio, le frère d'Oriol Solé Sugranyes¹⁴³.

Je fus surpris en le voyant. Il était vêtu avec élégance. La chose était suffisamment rare dans notre petit milieu pour qu'elle ne passe pas inaperçue à mes yeux. Il me dit avoir fait partie du MIL. Il me parla longuement de Jean-Marc et du drame qu'avaient été l'arrestation et l'exécution de Salvador. J'eus le sentiment qu'il voulait m'en mettre plein la vue. Plus il parlait, moins il m'inspirait confiance. Mais enfin, puisque les camarades de Madrid me l'avaient envoyé, je décidai de ne pas y attacher plus d'importance

et, comme convenu, je lui remis le matériel. Dans les semaines qui suivirent, je reçus un appel de José de Miguel. Il me disait avoir bien reçu le matériel, et il m'en remerciait.

Tout allait donc bien, semblait-il, et j'étais satisfait. Je n'aurais cependant pas vraiment dû l'être. Voulant bien faire, j'avais commis plusieurs erreurs. Notre petit monde cloisonné était fondé sur la confiance. Comment pouvait-il en être autrement ? Or, ces erreurs allaient servir de révélateur de la nature concrète de ce petit monde-là. Ce qui allait être à l'origine d'une profonde désillusion.

Lorsque j'avais fait la proposition à José de Miguel, j'avais omis de lui dire combien je lui donnerais de cartes d'identité. À vrai dire, je ne le savais pas moi-même, et il ne m'avait pas paru important sur le moment d'en faire un décompte précis. De son côté, mon camarade, ravi à l'idée d'en recevoir un lot, n'avait pas cru bon devoir m'interroger sur le nombre exact de documents que je lui avais envoyés.

Quelques mois après ce transfert de technologie illégaliste, je rencontrai à Paris les camarades Miguel et Andrés. Ils faisaient partie du groupe autonome de Barcelone. Nous déjeunâmes ensemble. Après avoir fait un tour d'horizon de la situation politique espagnole, ils me demandèrent, puisque j'étais *le* spécialiste des faux papiers, quelle était la valeur du timbre fiscal qu'il convenait de mettre sur une carte d'identité. La question me surprit : « En tant que "spécialiste", je ne peux pas répondre à votre question. » Moins ironique, je poursuivis : « Pour cela, il me faudrait connaître la date d'émission qui est portée dessus. Ce qui m'étonne, c'est qu'on vous ait fourni des cartes d'identité sans le timbre fiscal. C'est n'importe quoi ! Une fois que vous aurez mis le timbre fiscal, il vous faudra apposer dessus un tampon qui corresponde à la préfecture ou à la sous-préfecture qui l'a émise. Sans tampon, au moindre contrôle vous aurez des problèmes. Tous les flics savent cela. » Interloqués, ils restèrent silencieux un moment. Puis ils dirent : « Nous n'allons pas les utiliser en France, mais en Hollande et en Suède. »

C'est encore et toujours cette relation de confiance qui leur permit de me dire qu'ils participaient à une escroquerie sur les chèques de voyage qui visait la City Bank. Je leur conseillai vivement de ne pas utiliser ces papiers pour sortir de France.

Cette histoire de timbres fiscaux me trottait dans la tête, si bien que je demandai à mes amis : « Si vous avez ces cartes d'identité avec vous, montrez-les moi, et je vous dirai la valeur du timbre fiscal qui convient et quel est le tampon qui doit être apposé des-

sus. » Miguel n'hésita pas. Il sortit de la poche de son pantalon une carte d'identité qu'il me tendit.

Je n'eus aucun mal à la reconnaître. Elle faisait partie du lot que j'avais donné aux camarades du groupe de Madrid. Une partie aurait dû revenir à leur groupe. J'étais blanc de colère. Je lui demandai assez sèchement qui la lui avait procurée. Ce n'était pas le genre de question qui se posait, confiance oblige...

Miguel me regarda étonné sans rien dire. Sachant qu'il n'allait pas me répondre, je décidai de crever l'abcès : « Je connais fort bien cette carte d'identité. Elle fait partie d'un lot que nous avons fabriqué avec des camarades. Elle a quelques petits défauts. » Sans la regarder, je les lui énumérai. Mes camarades devinrent blêmes. Je poursuivis : « Mais le plus grave, et que vous n'avez pas l'air de savoir, c'est que le numéro de série en bas à droite est identique à des dizaines de cartes que nous avons utilisées en France dans des escroqueries comme celle que vous avez l'intention de réaliser. » Je les laissai digérer cette information, avant de reprendre : « Continuer à utiliser ces cartes d'identité était dangereux pour nous. C'est pour cela que j'ai proposé au groupe de Madrid de lui donner toutes celles provenant de ce lot dont nous ne pouvions plus faire usage. J'avais donné pour consigne à José de Miguel de ne pas les utiliser en France. Il devait aussi les partager équitablement entre les différents groupes autonomes avec lesquels nous sommes en relation, et dont votre groupe fait partie. C'est Ignacio qui est venu les chercher. » Ils étaient sous le choc. « Il y a une méchante embrouille, leur dis-je, et je finirai bien par savoir ce qui s'est passé. Vous vouliez savoir la valeur du timbre fiscal que vous devez appliquer ? Je vais vous le dire. » Je me fis un plaisir de leur indiquer la valeur et leur précisai qu'ils trouveraient ces timbres dans les bureaux de tabac. Quant au tampon, ils devraient s'adresser à Ignacio... Ils me remercièrent. Leurs langues alors se délièrent. Ils me dirent que c'était Ignacio qui leur avait fait rencontrer *Pépé el Largo*, l'accompagnateur de Lucio dans une de nos escroqueries. C'était lui qui leur avait fourni ces cartes d'identité. Mes camarades m'expliquèrent alors que quinze pour cent des gains revenaient aux fabricants des faux papiers. Ma légèreté me rendit furieux. Je crachai mon venin contre Ignacio et *Pépé el Largo* : « Tous les deux sont sans morale. En fait, ce ne sont que des escrocs de bas étage. » Je leur racontai ce qui s'était passé et les erreurs que j'avais commises. Elles avaient permis à Ignacio de prélever, en toute tranquillité, une partie des cartes d'identité qu'il devait remettre au groupe de Madrid. Cette ponction permettait à ces deux voyous d'exploiter mes camarades. Ils étaient abasourdis.

Ignacio n'était ainsi pas quelqu'un de fiable. Je me promis de ne plus avoir de relation avec lui et d'en informer les camarades qui voudraient travailler avec lui. Je ne comprenais pas pourquoi le groupe de Madrid me l'avait envoyé. Il me faudrait attendre la venue de José de Miguel à Paris afin d'éclaircir la situation. Je décidai d'enfoncer le clou : « Vous savez combien je reçois dans les opérations que nous réalisons ? Bien moins que ne vous réclament ces voleurs. Aux environs de cinq pour cent ! » Le visage de mes camarades pâlit. Ils ne trouvèrent rien à me répondre.

Quelques jours plus tard, je sus que mes camarades avaient passé sans problème la frontière franco-belge. Malheureusement, l'opération se passa mal pour Miguel. Il fut arrêté en Suède et condamné à un an de prison.

Lorsque José de Miguel vint à Paris, nous abordâmes cette affaire. Je sus à ce moment-là que son groupe avait rompu avec Ignacio. Concernant le fait qu'ils n'avaient pas réparti les cartes d'identité, il m'expliqua que, occupés par d'importantes expropriations, ils avaient remis cela à plus tard. Lorsque nous eûmes cette conversation, ce n'était plus d'actualité. La plupart des membres espagnols de notre coordination se trouvaient sous les verrous... Et mon camarade n'avait échappé à cette rafle que parce qu'il se trouvait en France pour acheter du matériel.

Ayant renoncé à tout contact avec Lucio, je ne pus l'informer. Mais le connaissant bien, il est certain que si j'étais allé le voir pour lui décrire le genre de personnage qu'était *Pépé el Largo* et quelles étaient ses fréquentations, il m'aurait ri au nez. Lucio continua d'ailleurs à travailler avec lui jusqu'au moment de son arrestation en 1980. Il était en train de négocier la vente de travellers chèques qui représentaient plusieurs centaines de milliers de faux dollars et qui portaient le nom de la City Bank !

Cette affaire me rendit plus méfiant. Autour de nous gravitaient des personnages douteux. Quelques années plus tard, je lus *B comme barbouzes*¹⁴⁴. La lecture de ce livre me laissa perplexe. L'auteur expliquait que des militants du SAC¹⁴⁵, la police parallèle gaulliste qui comptait dans ses rangs de nombreux truands, falsifiaient les travellers chèques de la City Bank. Pour les écouler, ils faisaient appel à des délinquants. C'est sûrement grâce aux relations que *Pépé el Largo* avait nouées au sein de l'univers carcéral qu'il se trouvait impliqué dans les escroqueries du SAC. Les liens qu'il avait entretenus avec Luís Andrés Edo lui avaient servi de caution auprès des militants anarchistes radicaux. Ignorant l'origine de ces chèques, il en fit usage dans le cadre de sa participation à des opérations financières organisées au profit de

la droite et de l'extrême droite françaises. C'était un comble ! En fait, mes camarades qui refusaient le travail et baisaient le système avec leurs petits expédients illégaux, comme ils le proclamaient à l'envi avec tant de superbe et d'arrogance, bossaient sans le savoir pour nos ennemis.

DES ESCROQUERIES À LA PIRATERIE

Entre deux escroqueries, j'eus le plaisir de retrouver mon camarade Benjamin. Il avait suivi de près mon arrestation. Pendant la campagne de solidarité en notre faveur, il avait été très actif. À cette période, il avait fait la connaissance de Denis Guedj. Tous deux avaient sympathisé. Il y avait autour de *Survivre et vivre*, le journal fondé par Alexandre Grothendieck, un groupe de jeunes proches de Denis. Ils avaient décidé de poursuivre leur action en s'attaquant à l'institution judiciaire. Ils m'expliquèrent qu'ils voulaient pirater *La Gazette du Palais*¹⁴⁶, un de ses porte-parole. Ils me demandèrent si je voulais participer à ce projet. Bien évidemment, j'acceptai. En mai, notre numéro spécial circulait dans les couloirs du Palais de justice de Paris et faisait grand bruit. C'était une attaque en règle contre le système judiciaire français et les magistrats. Apportant une touche de modernité goguenarde à cette vieillotte gazette, nous y inclûmes un roman-photo. Il ne s'agissait pas de conter une histoire à l'eau de rose entre magistrats. Nous voulions montrer, de façon crue, ce que certains d'entre eux étaient capables de faire au nom de la justice et du peuple français. On y voyait le juge Zollinger¹⁴⁷ faire incarcérer un malheureux ouvrier portugais ayant uriné dans la rue. Pour cet ouvrier, le fait d'être incarcéré était un déshonneur insupportable. Dans sa cellule, il se suicida.

Libération et le *Journal des prisonniers*, le journal du Comité d'action des prisonniers¹⁴⁸, accusèrent ce magistrat de n'être qu'un assassin. Le pouvoir, qui ne voulait pas interdire ces journaux, pensa que le mieux, pour les faire taire, serait de leur infliger de très fortes amendes. Il réclama à chacun cinq cent mille francs, une somme exorbitante pour l'époque. Mais s'il lui était possible de s'attaquer à un petit journal gauchiste, c'était autrement plus difficile de s'attaquer à un quotidien ayant pignon sur rue. L'affaire se perdit dans les méandres de l'institution judiciaire.

Dans ce numéro très spécial, nous avons écrit un article intitulé « Pour en finir avec la justice », dans lequel nous critiquons



En souvenir d'Ignasi Solé Sugranyes , « Montès », ex-membre du Mouvement Ibérique de Libération, disparu en août 2021.

Paroles pour Ignasi

"L'amnésie n'est jamais gratuite. Nombre d'entre nous étions enfants quand une « transition », modélisée par ceux qui ont toujours commandé depuis la dictature, allait nous imposer et nous inculquer, avec ses silences, l'amnésie de tant de luttes.

Luttes qu'avec le temps nous allions découvrir. Des luttes armées d'arguments, nécessaires, et pas seulement pour les seules années du franquisme.

Cela fut une découverte, souvent lente, fragmentaire, à partir d'histoires expliquées à voix basse. Nous nous sommes rendu compte que certains compagnons plus âgés pouvaient nous parler à la première personne et les écouter nous a fait réfléchir.

De cet attrait est né une identification à leur cause et, dans une certaine mesure et dans différents contextes nous l'avons reproduite à notre façon. En libérant des lieux, en montant une barricade, en faisant une grève pour faire plier un exploitateur...Mais aussi en nous réunissant, en construisant une autonomie réelle et en agissant en conséquence.

En expliquant tout cela, Ignasi, nous sommes en train de parler de toi en tant que protagoniste de cette Histoire qu'ils ont tenté de passer sous silence pour imposer l'amnésie.

Avec des erreurs et des réussites, c'est sûr, tu t'es emparé du présent, le défiant jusqu'au bout pour la liberté.

Et par la suite, nous t'avons connu comme compagnon des luttes qui ont été les nôtres.

Pour la vie nous te sommes reconnaissants de tous ces combats et d'avoir permis que nos chemins se croisent, chemins qui vont dans la même direction.

Nous te saluons Ignasi. Toi, tes camarades, ta famille.

Tu as vécu et tu as lutté et, en le faisant, tu as aimé la vie.

Quel meilleur exemple pour construire le futur "

Secrétariat de la Confédération Générale du Travail de Catalogne, Barcelone,

19. 08.2021.

(traduit du catalan)

P.S. :

Source de la photo : <http://cahiersvupp.org/pdf/VUPPCahiers4.pdf>

Ignasi en 2016 à Colera